

# Migrations en Méditerranée : une sociologie complexe



**La Méditerranée est un espace représentatif des migrations dans le monde. Ce sujet, médiatisé et politisé, est l'objet de simplification et de lieux communs au moment même où, depuis une trentaine d'années, il se complexifie et se diversifie.**

Il est au cœur de ce dialogue entre Bernard Mossé, responsable scientifique de NEEDE Méditerranée, et Andrea Calabretta, sociologue spécialiste des migrations dans le monde, en Méditerranée et en Italie en particulier. De quoi mieux comprendre cette problématique pointue.

## #1 Le monde dans lequel on vit a été construit par les migrations

*Bernard Mossé : Cher Andrea, est-ce que tu veux bien te présenter ?*

*Andrea Calabretta :* Je suis chercheur en sciences sociales à l'université de Padoue en Italie où j'ai conduit ma recherche de doctorat. J'ai travaillé sur les relations transnationales, notamment sur la communauté tunisienne en Italie, et en particulier celle qui vit à Modène dans le nord de l'Italie et à Raguse, en Sicile. Elle entretient des relations avec le pays d'origine sur plusieurs volets : économique, symbolique et identitaire.

Après le doctorat, j'ai participé à un projet de recherche à Milan sur la condition de travail de plusieurs communautés immigrées dans la ville. Maintenant, je travaille à Padoue sur un projet de recherche sur la deuxième génération en Italie : les enfants de la migration, notamment d'origine maghrébine, qui sont en train de devenir adultes, souvent en recherche de travail. Comment grandissent-ils en Italie, quelles sont leurs conditions de vie, leur insertion dans la vie professionnelle, les questions d'habitat : comment ces enfants de migrants entrent dans l'âge adulte et vivent leur participation dans la citoyenneté italienne.

J'ai publié des travaux en anglais, en français, en italien, sur ces questions-là : le rapport avec le pays d'origine et l'exclusion sociale des migrants. Ce sont les deux volets majeurs de ma recherche en ce moment.

*Bernard* : Est-ce que tu peux nous faire un point général sur les migrations dans le monde et sur l'évolution de la sociologie elle-même par rapport aux migrations ?

*Andrea* : Je pense que c'est important de partir d'un constat : dans l'histoire humaine, il y a une continuité évidente des phénomènes migratoires. C'est important pour moi de le souligner parce que ça permet, surtout à nous chercheurs, de nous éloigner un peu de la pression de l'actualité : comme le dit le sociologue Norbert Elias, cette pression nous fait perdre de vue quelquefois la vision générale.

Il faut comprendre que le monde dans lequel on vit a été construit par les migrations. Moi je suis né à Rome, la Ville éternelle, qui a été fondée, selon la légende, par les descendants d'Enée, un prince parti de Troie, en Anatolie : Enée c'est un demandeur d'asile en quelque sorte, si on peut le dire dans les termes d'aujourd'hui !

*Bernard* : Avec sa femme, son fils, ses amis, et son père Anchise sur le dos... !

*Andrea* : C'est ça. L'histoire du monde est marquée par les migrations et par une certaine permanence de ce phénomène. Pour rester sur le cas italien et revenir à la période contemporaine, l'Italie a été bouleversée par les migrations : on estime qu'en un siècle, entre 1876 et 1988, 27 millions d'Italiens sont partis à l'étranger : c'est presque la moitié de la population de l'Italie d'aujourd'hui. Ce sont des chiffres énormes qui ont changé l'horizon humain et social du pays. À une époque, le 19<sup>ème</sup> siècle, où les sociétés d'Europe, d'Amérique et d'Océanie étaient reconfigurées par le mouvement migratoire.

C'est pour dire les continuités et l'importance des phénomènes migratoires. Et c'est la base de l'analyse : ces déplacements de personnes transforment les sociétés d'origine comme les sociétés d'arrivée. C'est un phénomène social récurrent : on a des autochtones qui se connaissent déjà, qui ont un certain pouvoir social, et des nouveaux arrivés qui manquent de ressources.

Il y a également la question constante de la temporalité de la migration. C'est ce que nous dit Georg Simmel : l'étranger est celui qui reste le lendemain. On ne peut pas parler de migration sans s'intéresser à la temporalité de ces mouvements.

Il y a aussi la question de l'espace. Pas seulement le mouvement dans l'espace géographique, mais aussi le mouvement dans l'espace social et dans l'espace symbolique.

Dans ces grandes continuités, ce n'est pas simple de déterminer des discontinuités. Mais dans l'histoire récente, je pense qu'on peut fixer un moment de discontinuité dans les années 1990, parce que c'est un moment où on assiste à un effondrement du modèle communiste, à un renouvellement politique dans le Monde, un nouvel imaginaire qui se crée, relatif à la communication, aux moyens de transport. Il y a vraiment ce que l'anthropologue indien Arjun Appadurai pense en termes de nouveaux « paysages », un ensemble historique de différents acteurs collectifs en mutation : États-nations, sociétés transnationales, communautés diasporiques, groupes et mouvements sous-nationaux et même plus intimes comme les villages, les quartiers, et les familles, ce qu'il nomme les *ethnoscapes*...

Ces nouveaux imaginaires sont traversés par des personnes en mobilité : pas seulement les migrants, mais aussi d'autres figures (entrepreneurs, touristes, pèlerins, etc.) qui, dans leur mouvement, interagissent avec d'autres mouvements, parfois antagoniques : mouvements financiers, communicationnels, médiatiques.

On peut penser qu'à partir des années 1990, les caractéristiques typiques de la migration demeurent, mais elles s'appliquent et se réalisent dans un terrain social différent. C'est ce qu'on désigne en termes de « globalisation », même si c'est un terme que je n'aime pas beaucoup. Mais quand même, on peut dire que les migrations sont prises dans une société globale qui est beaucoup plus interconnectée, et s'inscrivent dans un imaginaire qui s'est déplacé.

*Bernard* : Pardon, juste une parenthèse ; à quoi est due cette réticence à employer le terme de *globalisation*? C'est parce que la globalisation s'accompagne aussi pour toi d'une régionalisation ?

*Andrea* : Ma réticence est relative au fait que c'est un terme avec une dimension plus politique que scientifique, comme beaucoup d'autres termes qu'on utilise en sociologie, et que j'utilise moi-même, comme *intégration*, *transnationalisme*... Le terme de globalisation s'est développé, surtout dans les années 1990, dans une dimension politique comme synonyme d'un avenir très positif de la société mondiale néolibérale.

Cet imaginaire politique induit l'idée qu'on vivra dans un monde sans histoire, comme dit Francis Fukuyama. Et évidemment, ce n'est pas ce vers quoi nous allons.

Donc, par rapport à ces nouveaux paysages qui se développent dans les années 1990, je pense que pour caractériser le phénomène migratoire actuel, on peut faire référence aux analyses du livre très connu *The age of migration* des sociologues S. Castles, H. De Haas and M. J. Miller (2005), qu'on peut résumer par la notion de *complexification*.

La vraie clé pour comprendre les migrations actuelles, c'est de les penser comme un phénomène complexe, beaucoup plus complexe que ce qu'on a appris à connaître auparavant.

Tout d'abord la mondialisation des migrations. De plus en plus de pays sont impliqués dans les flux migratoires internationaux. Des régions du monde qui étaient épargnées sont aujourd'hui en plein dans les mouvements humains généraux et sont des acteurs clés en tant que pays d'origine et que pays de destination.

Un changement des directions des flux migratoires. Les flux Sud-Sud sont devenus majoritaires par rapport aux flux Sud-Nord. Des régions sont devenues de nouveaux pôles migratoires : le Golfe persique par exemple est une nouvelle région d'arrivée.

Une différenciation interne du phénomène et de ces motivations. Les catégories du passé ne sont plus valables : les personnes en mouvement ne sont plus seulement des travailleurs de l'usine ou qui relèvent du regroupement familial, mais il y a une prolifération de figures et de chemins. Les migrations de transit deviennent plus longues et plus lourdes.

Une féminisation de la main-d'œuvre immigrée : ça, c'est une question qui va être centrale dans les prochaines années en Europe, surtout avec nos sociétés vieillissantes, et le travail du soin qui est un travail essentiellement féminisé.

Ces tendances sont en dialogue les unes avec les autres.

Finalement, dans ces bouleversements, le plus important, c'est la politisation croissante du thème de la migration. Il y a eu les élections européennes en juin dernier : on a vu que c'était pratiquement impossible de mener une campagne électorale sans parler des migrations.

En ce sens, la complexification objective des mouvements migratoires est étroitement liée à leur politisation et à l'invocation d'un durcissement des règles.

D'un côté, on cherche à fermer les frontières, d'un autre côté, on cherche à rendre les conditions de vie des migrants de plus en plus lourdes. Ainsi les routes de transit deviennent de plus en plus longues et de plus en plus difficiles.

Des pays d'émigration ou de transit deviennent des pays d'immigration parce que les personnes sont obligées de rester là-bas pour des années. C'est le cas par exemple de la Turquie.

C'est un peu ça l'image qu'il faut avoir : une image de complexification qui s'accompagne d'une politisation, c'est-à-dire en l'occurrence d'une criminalisation des migrants, et pas seulement en Europe : c'est la même chose un peu partout, comme en Amérique, entre les États-Unis et le Mexique.

## #2 Face à la complexification des catégories et des motivations des acteurs de la migration, les sciences sociales ont dû adapter leurs outils d'analyse.

*Bernard Mossé* : Tu as dit que les catégories des sociologues ne collaient pas toujours aux catégories administratives. Est-ce que tu peux nous donner un exemple des catégories administratives qui sont retravaillées par les sociologues ? Et c'est aussi l'occasion pour moi de te demander, face à ces mutations, comment la sociologie et les sciences sociales en général ont évolué dans leur analyse.

*Andrea Calabretta* : Oui, bien sûr. C'est une question épistémologique : nous, sociologues, en tant que travailleurs des sciences sociales, comme l'analyse très bien P. Bourdieu, on est on est poussé à utiliser et à penser dans les catégories de sens commun et dans les catégories de l'État. On subit cette pression des catégories normatives, juridiques, comme si elles étaient objectives, ce qui n'est pas le cas : ce sont des catégories aussi créées socialement. Par exemple, il n'existe pas une différence, comment dire, « humaine », entre un demandeur d'asile et un migrant travailleur. On est appelé à travailler sur et avec des personnes qui sont catégorisées comme ça par l'État et cette catégorisation change leur vie. C'est évident que cette catégorisation a des effets objectifs sur la vie des personnes. Mais notre travail consiste aussi à déconstruire ces catégories prétendument « naturelles ».

C'est pour ça que je suis un grand fan du sociologue A. Sayad. Il nous amène, dès les années 1970, à penser la migration au-delà des catégories de l'État. On sait, grâce à lui, que toute migration de travail est aussi migration familiale. Ce sont des catégorisations qui existent, mais le sociologue doit être attentif à ne pas les normaliser, les naturaliser. C'est ma perspective encore aujourd'hui : dans les études migratoires, il existe ce risque-là d'être analytique, de laisser les institutions indiquer ce qui doit être étudié et comment nommer les choses. Le grand risque c'est de ne pas se donner le pouvoir de nommer les objets de recherche, parce que c'est vraiment ça, la base de notre travail.

Pour en venir à ta deuxième question, je pense que la sociologie des phénomènes migratoires a évolué dans les dernières années : on a appris à travailler dans la complexification. Ça a pris un peu de temps parce que jusque dans les années 1980, voire 1990, on avait quand même des lectures assez simples. Il y a eu tout un travail de prise en compte de la complexité et aussi la récupération d'une pensée décoloniale.

*Bernard* : Est-ce réducteur de caractériser cette évolution de la recherche par le fait qu'avec A. Sayad, collaborateur de P. Bourdieu, on a pu considérer le migrant comme ni d'ici, ni de là-bas, dans la foulée de la décolonisation, et qu'aujourd'hui le migrant est considéré à la fois d'ici et de là-bas, notamment à travers l'analyse transnationale ?

*Andrea* : Selon moi, c'est un peu réducteur, oui. Parce que dans les ouvrages de Sayad, on n'a pas seulement de l'absence. Il y a aussi toute la question relative à la présence, la permanence en France des migrants, notamment algériens, qui se traduit par des trajectoires intergénérationnelles dans le pays d'immigration.

En fait, aujourd'hui comme hier, dans les années 1970, ces deux pôles dialoguent dans la vie du migrant : la présence et l'absence. Même s'il y a des changements qui les recomposent. Par exemple, le portable et les réseaux sociaux permettent aujourd'hui d'entretenir une relation sociale dans un sens large, communicationnel, symbolique. Mais ce serait simplifier que de parler de « double présence ».

Quelquefois, malgré des outils d'analyse plus performants, le chercheur est amené à simplifier son discours, à répondre brutalement à des phénomènes complexes. C'est le cas en particulier dans les réponses aux programmes de recherche des grandes organisations internationales et aux demandes des décideurs politiques. C'est un peu le risque que je vois dans la sociologie des migrations aujourd'hui : la simplification de la complexité, pour répondre aux besoins du « marché » de la recherche.

*Bernard* : Peut-être penses-tu aussi réducteur de dire que la sociologie des années 1970 considérait le migrant comme une personne subissant son sort alors qu'aujourd'hui elle le considère davantage comme acteur ?

*Andrea* : Non, ce n'est pas une simplification. Je pense qu'effectivement, comme je l'ai dit, les années 1990 constituent un changement dans l'imaginaire des migrations. Il existe aujourd'hui des outils, individuels, identitaires, qui portent les migrants à se déplacer non seulement d'un pays à l'autre, mais dans le monde social, différemment que dans le passé. L'image de soi du migrant lui permet de se considérer davantage comme acteur que comme simple participant d'une société d'accueil en quête de travailleurs. Je suis d'accord avec ce processus de construction des acteurs plus actifs dans la migration.

Même s'il existe parfois une lecture sociologique un peu trop optimiste et simplificatrice sur cet aspect.

### # 3 – La Méditerranée est caractéristique de la politisation du thème de la migration

*Bernard Mossé* : Tu as dressé un panorama des migrations dans le monde et de la sociologie des migrations sur les dernières décennies. Peux-tu recentrer sur le phénomène migratoire en Méditerranée ?

*Andrea Calabretta* : Oui, bien sûr. Le risque avec la Méditerranée, c'est de la penser comme centre du monde. Mais je crois vraiment que la Méditerranée est un des espaces paradigmatiques de la migration. C'est un espace qui nous permet de comprendre les dynamiques nouvelles, remodelant les dynamiques du passé. Et par rapport à ça, je pense qu'on peut discerner aujourd'hui quatre volets, quatre dimensions.

La première, je l'ai déjà abordée, c'est le thème de la politisation. C'est vraiment au cœur de l'enjeu migratoire aujourd'hui, et on le voit très bien en Méditerranée.

Prenons le cas italien. Jusqu'aux années 1990, on pouvait arriver en Italie sans système de visa. Vraiment, on pouvait partir de n'importe où dans le monde et, avec un passeport, arriver à Rome ou Milan... C'était vraiment le libre mouvement, et c'est une chose tellement lointaine aujourd'hui qu'il faut faire un effort pour l'imaginer... c'est incroyable : on n'a même plus les outils pour le concevoir et c'est dans l'espace de 30 années que ça a complètement changé.

Si on prend les données de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), on compte 30 000 personnes qui sont mortes dans les dernières 10 années en traversant la Méditerranée, dont 80% dans la Méditerranée centrale, c'est-à-dire pour arriver en Italie. On parle de milliers et de milliers de personnes qui sont mortes pour traverser une frontière qui, jusqu'aux années 1990, n'existait pas.

On voit très bien en Méditerranée comment la politisation du thème, sa criminalisation, a des effets tragiques et multidimensionnels. On part du constat qu'il y a des populations qui se déplacent, qui sont démunies de ressources, faciles à marginaliser, des étrangers au-delà de notre groupe. Et cette vulnérabilité permet de nous construire une identité sociale à peu de frais.

Ça, c'est la première dimension méditerranéenne, paradigmatique de ce qui se passe dans le monde.

Une deuxième dimension, liée à cette première, c'est celle des frontières. La visibilité donnée aux migrations a accentué le poids de la question des frontières. Non seulement dans le sens commun, mais aussi chez les chercheurs, avec le développement des *Border Studies*, qui n'existaient pas il y a 30 ou 40 années. Les travaux de Sandro Mezzadrapar exemple nous disent qu'on peut utiliser la frontière comme outil épistémologique pour comprendre la migration et la société en général. C'est le cas de la frontière mexicaine ou ailleurs. Mais la Méditerranée est centrale dans la construction de la frontière en tant qu'objet normatif, objet politique et aussi objet scientifique.

On parle de « forteresse Europe ». Mais la frontière devrait être vue moins comme un mur que comme un filtre qui retient certains et en laisse passer d'autres. Et qui reste sur le dos des personnes qui sont passées. On voit ainsi la multiplication des frontières internes dans les sociétés européennes du nord de la Méditerranée. Il se crée ainsi une société en miettes avec une *pyramide de la citoyenneté* : on a des citoyens sur le papier, mais qui ne sont pas reconnus comme tels ; des personnes de long séjour, de court séjour, des demandeurs d'asile... Ces différents statuts sont fonctionnels pour nos économies. Si on pense aux migrants travailleurs des années 1990, ou même 1970, ils arrivaient avec un statut très précis, alors qu'aujourd'hui les demandeurs d'asile par exemple sont poussés à travailler pour démontrer qu'ils méritent l'asile. Comme s'il y avait un soupçon a priori à ce sujet... C'est une situation évidemment bien plus précaire qu'autrefois... .

*Bernard* : Sur ce point, est-ce qu'on peut dire qu'il y a une frontière sociale poreuse entre l'Immigré et le réfugié, voire une confusion entretenue politiquement entre le migrant et l'exilé ?

*Andrea* : Disons que ce n'est pas une confusion « naturelle » dans le sens où elle repose sur le besoin de main-d'œuvre étrangère : on a ainsi un statut plus précaire, plus exploitable, par exemple pour l'agriculture du sud de l'Italie. Cette multiplication des frontières externes et internes en Méditerranée rend plus complexe la vie des personnes...

Ça, c'était la deuxième dimension. Le troisième point nous ramène à des questions déjà abordées : la complexification des motivations des acteurs qui se déplacent.

On est passé d'un cadre d'accords internationaux très précis, dans les années 1950, pour l'envoi de main-d'œuvre de la rive sud vers la rive nord, entre les pays du Maghreb et la France, entre l'Italie et la Belgique, entre la Turquie et l'Allemagne...

On avait aussi une autre catégorie très spécifique, celle du regroupement familial.

Mais aujourd'hui, les motivations sont multiples et imbriquées, et les catégories de l'État sont inadéquates : les demandeurs sont des personnes qui viennent travailler, mais aussi qui se déplacent pour des questions de santé, de famille...

On peut aussi se poser la question de la crise climatique comme motivation de la migration. Est-elle une motivation parmi d'autres ou est-elle prioritaire, dans le monde et dans la Méditerranée en particulier ?

Il y a là-dessus un discours des organisations internationales assez catastrophique. Je pense, bien sûr, qu'on vit une crise climatique très profonde, mais la relation effectuée par ces organisations entre la crise climatique et la migration, me semble politisée et exagérée.

Je reprends là-dessus l'analyse du sociologue hollandais, Hein de Haas. Par exemple, l'OIM nous dit qu'au cours de la décennie 2012-2022, il y a eu plus de 21 millions de personnes qui ont migré en raison de catastrophes naturelles. Et la même organisation nous dit que d'ici 2050, il y aura 1 milliard de personnes exposées au risque climatique dans les zones côtières. C'est une vision assez mécanique de la migration. La migration n'est jamais monocausale. Les migrants ne sont pas des objets qui se déplacent mécaniquement dans le monde. C'est sans compter sur deux phénomènes récurrents connus :

- D'abord, le phénomène de résilience : les populations ont tendance très majoritairement à demeurer là où elles ont grandi et à s'adapter aux changements des conditions environnementales.
- D'autre part, ce ne sont pas les plus démunis qui migrent. Ce ne sont ni les plus pauvres ni les plus riches, mais ce sont des personnes de la classe moyenne qui cherchent à améliorer leurs conditions.

Si on utilise les chiffres et proportions fournis par les organisations internationales, pour des projections très éloignées dans le temps, on n'anticipe pas une réalité objective, mais on pose un problème à gérer. On retrouve toujours cette question de la politisation.

Il y aura bien sûr des zones fortement impactées par le changement climatique qui peut générer des mouvements migratoires, combinées à la recherche d'une vie économique meilleure ou à la recherche d'expériences biographiques, mais on ne peut pas penser à la crise climatique comme à un jeu de boulier qui poussent des boules. C'est un thème à traiter, oui, mais pas comme une peur.

*Bernard* : Dans le sens commun, comme tu dis, il y a aussi, cette idée de l'invasion. Est-ce qu'elle n'est pas démentie par le fait que les migrations Sud-Sud deviennent majoritaires et par l'importance des migrations de proximité ?

*Andrea* : Oui, beaucoup d'idées reçues sont à lever, y compris dans le discours sociologique. Sur les migrations Sud-Sud, j'ai repéré des données très intéressantes de l'OIM. On pense toujours que les pays pauvres sont les pays d'émigration. Mais parmi les pays de plus forte émigration dans le monde, on trouve le Royaume-Uni et l'Allemagne aux 14<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> rangs. A contrario, la Chine qu'on considère comme un pays pauvre reçoit un grand nombre de migrants. C'est un monde beaucoup plus complexe que les discours le laissent supposer. On a des déplacements courts, des déplacements Sud-Sud, des mouvements secondaires de plus en plus complexes. Et

la crise climatique qui complexifie encore le tableau... C'est notre monde... il est complexe, mais la rhétorique alarmiste de l'invasion ne correspond pas à la réalité.

Je terminerais, si tu veux bien, avec la quatrième dimension des migrations méditerranéennes. Il s'agit de la complexification non seulement des catégories d'acteurs et des motivations, mais aussi des contextes. On peut penser au cas de l'Italie, qui, jusqu'au début du XXe siècle était un pays d'émigration et, à partir des années 70, tout en continuant à être un point de départ pour les émigrations vers la France et l'Europe du Nord, devient également une destination pour les migrations internationales. Elle connaît également ces dernières années la réalité des migrations internes en devenant de plus en plus un pays de transit. Et ça, c'est le cas dans toute la Méditerranée, en Espagne, en Grèce ou au Portugal, mais aussi en Turquie ou en Tunisie.

Cette complexification est liée aussi, comme on l'a vu, à une complexification interne des hiérarchies sociales, avec des statuts juridiques et sociaux différents, mais aussi à cause d'une complexification à l'échelle internationale, parce qu'il y a nécessité de négocier avec les pays de la rive sud qui sont interconnectés par les mouvements migratoires.

## **# 4 En Italie, depuis les années 2010, le contexte géopolitique et économique exacerbe la concurrence entre groupes arrivants et groupes installés.**

*Bernard Mossé* : Si tu veux bien, on termine avec un thème au cœur de tes recherches : la construction de l'identité collective des migrants, le rapport aux populations locales et à leur propre communauté. Peut-être à travers les exemples que tu as étudiés des Tunisiens en Italie ?

*Andrea Calabretta* : On a parlé des migrants qui sont victimes des catégories qu'on utilise pour les nommer, et aussi des institutions qui politisent et criminalisent leur présence. Mais ces questions-là, intéressent toute la société civile, les associations et l'opinion publique : c'est une clé pour comprendre des dynamiques très typiques dans la construction des groupes, en s'appuyant encore sur les sociologues Sayad et Elias.

Pour commencer, il faut saisir une illusion : la perception du migrant comme individu « temporaire ». D'abord parce que le migrant lui-même ne veut pas trahir ses origines ; ensuite parce que la société d'accueil le considère comme une main-d'œuvre qui répond à un besoin provisoire qui ne nécessite pas l'intégration à la citoyenneté politique. Et même l'État d'origine ne tient pas à le considérer comme perdu pour sa population nationale.

Cette illusion a des conséquences sur la représentation du migrant, comme personne provisoire, marginal, qui ne fait pas partie de la communauté, et sur la représentation de soi : c'est un processus d'exclusion symbolique qui amène à des exclusions sociales.

Il y a un phénomène connu en sciences sociales que Norbert Elias a analysé : quand un nouveau groupe social entame un processus de stabilisation, les groupes dominants cherchent à rétablir les différences, à rétablir une distance. On a ce conflit, on peut dire, entre des groupes qui s'affirment justement comme faisant partie des sociétés européennes, qui aspirent à une vie normale, et des groupes dominants qui cherchent à maintenir leur pouvoir et à refuser l'entrée à ceux considérés comme étrangers. Ces derniers construisent une différence culturelle, ethnique, religieuse pour distancier les migrants et leurs descendants dans les discours publics.

J'ai observé ce processus de différenciation avec un groupe de Tunisiens en Italie, à Modène, près de Bologne.

Cette communauté tunisienne est implantée depuis les années 1980. Ces travailleurs tunisiens ont intégré le tissu industriel, ils ont loué, puis acheté des maisons, ils ont ramené leurs femmes et leurs enfants, ils ont des amis italiens, des amis d'autres communautés. Etc.. Ils ont intégré la vie citoyenne, même si, dans une position un peu marginale d'ouvriers et d'étrangers.

En 2011, on a deux nouveaux éléments. Le premier, c'est la crise économique de ces années-là qui va toucher grandement le monde de l'industrie avec une grande vague de chômage. Les personnes immigrées, même si elles sont à Modène depuis des dizaines d'années, sont quand même considérées comme des étrangers et donc les premières à perdre leur travail... L'idée de l'interdépendance, qu'ils sont d'une certaine manière utiles pour la société locale se perd.

Le deuxième événement, ce sont les Printemps arabes. Beaucoup de jeunes Tunisiens fuient la Tunisie et arrivent en Italie sans toujours un projet migratoire très précis : des centaines d'entre eux passent par Modène. Il y a alors toute une médiatisation, une politisation de cette présence. Ces jeunes tunisiens sont considérés comme des criminels. On voit très clairement comment la différence ethnique, le fait d'être tunisien, qui n'était pas un problème en 2008, le devient en 2012. C'est une différence très importante qui a des conséquences concrètes sur la possibilité de trouver un logement, trouver un travail. Et ce n'est pas seulement le cas pour les nouveaux arrivants, mais aussi pour les personnes qui étaient là-bas depuis 30 ans.

C'est sur ça que je voulais conclure : on pense que ces distinctions nationales ou culturelles sont naturelles et évidentes, ce n'est pas le cas. Ce sont des distinctions construites, dans le temps, sur la base de conflits, en fonction des contextes et des différences de pouvoir. Je pense que les relations entre les groupes des sociétés méditerranéennes et les sociétés européennes pourraient être moins tendues, moins violentes, à travers une recomposition globale des alliances sociales. Pendant le COVID, par exemple, on n'avait pas cette grande rhétorique autour de la migration. L'ennemi de notre société était ailleurs. La recomposition sociale générée par les migrations sera un travail lent de modifications des hiérarchies sociales, impliquant aussi la revendication par les descendants de leur place dans les sociétés où ils vivent... Ça va être long et conflictuel, du fait des résistances de groupes installés, mais c'est inéluctable.

*Bernard* : Je voudrais aborder une question que tu n'as pas évoquée, issue de ton travail, indépendante du contexte géopolitique et économique : le fait que, à l'intérieur d'un même groupe d'immigrés – la sociologue Sylvie Mazzella a observé cela aussi pour les Tunisiens de Marseille –, il existe une distanciation. Sur la base de ce qu'elle a appelé « le voisin-voyou », le Tunisien plus jeune, qui vient d'arriver, et dont il faut se différencier. Un peu sur le thème du lieu commun : le dernier arrivé, ferme la porte.

*Andrea* : Oui, c'est un phénomène très courant. J'ai remarqué ça à Modène aussi, c'était très évident. De mon point de vue, c'est une dynamique qui est liée à cette question des hiérarchies sociales. Pour les Tunisiens qui avaient intégré la société locale, le fait d'être assimilés aux nouveaux arrivés, c'était négatif. Ils me disaient « On n'a rien en commun ; quand je les vois dans la rue, on change de chemin... ». Il s'agit de se différencier de l'image stéréotypée qui touche les migrants. Mais la chose très intéressante, c'est l'impossibilité de sortir de ces visions culturalistes, ethnicisés, de sortir de cette assimilation avec les nouveaux arrivés. Je me rappelle des entretiens avec de jeunes femmes qui sont nées et ont grandi à Modène, avec l'accent de Modène. C'était vraiment triste parce que, en ville, dans les bars, etc. les interactions se passaient bien jusqu'à ce que l'interlocuteur découvre qu'elles sont d'origine tunisienne...

Oui, les relations à l'intérieur des communautés étrangères sont parfois difficiles et conflictuelles, mais cette stratification interne est due à la tentative des migrants – installés ou

nouveaux arrivants – de trouver un espace dans la société locale. Cette société, cependant, utilise parfois ces différences internes pour les tenir à la marge.

## Biographies



**Andrea CALABRETTA** est chercheur postdoc à l'université de Padoue (Italie), où il donne des cours sur les méthodes de recherche qualitative en sociologie. Il a obtenu son doctorat en 2023 avec une thèse sur les relations transnationales entre la communauté tunisienne en Italie et le pays d'origine, basée sur la mobilisation des théories de Pierre Bourdieu. Outre les relations avec le contexte d'origine, il a travaillé sur les processus d'inclusion et d'exclusion sociale qui affectent les migrants et leurs descendants, leurs parcours de travail dans la société italienne et les processus de construction identitaire des migrants.



**Bernard Mossé** Historien, responsable Recherche, Education, Formation de l'association NEEDE Méditerranée. Membre du Conseil scientifique de la Fondation du Camp des Milles – Mémoire et Éducation pour laquelle il a été le responsable scientifique et le coordonnateur de la Chaire UNESCO « Éducation à la citoyenneté, sciences de l'Homme et convergence des mémoires » (Aix-Marseille Université / Camp des Milles).

## Bibliographie

Appadurai Arjun (2001), *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation*, Paris : Payot.

Bourdieu Pierre, Wacquant Loïc (1992), *Réponses. Pour une anthropologie réflexive*. Paris: Seuil.

Calabretta Andrea (2023), *Accepter et combattre la stigmatisation. La difficile construction de l'identité sociale de la communauté tunisienne à Modène (Italie)*, Territoires contemporains, 19. [http://tristan.u-bourgogne.fr/CGC/publications/Espaces-Territoires/Andrea\\_Calabretta.html](http://tristan.u-bourgogne.fr/CGC/publications/Espaces-Territoires/Andrea_Calabretta.html)

Calabretta Andrea (2024), *Doubles absences, doubles présences. Le capital social comme clé de lecture de la transnationalité*, In A. Calabretta (ed.), *Mobilités et migrations trans-méditerranéennes. Un dialogue italo-français sur les mouvements dans et au-delà de la Méditerranée* (p. 137-150). Padova: Padova University Press. <https://www.padovauniversitypress.it/system/files/download-count/attachments/2024-03/9788869383960.pdf>

Castles Stephen, De Haas Hein and Miller Mark J. (2005 [dernière édition 2020]), *The age of migration. International Population Movements in the Modern World*, New York: Guilford Press.

de Haas Hein (2024), *“L'idée de grandes vagues de migrations climatiques est très improbable”*, article dans 'L'Express'. <https://www.lexpress.fr/idees-et-debats/hein-de-haas-lidee-de-grandes-vagues-de-migrations-climatiques-est-tres-improbable-K3BQA6QEKR2JCN4W47VTNCA2Y/>

Elias Norbert (1987), *The Retreat of Sociologists into the Present*, Theory, Culture & Society, 4(2-3), 223-247. <https://journals.sagepub.com/doi/epdf/10.1177/026327687004002003>

Elias Norbert, Scotson John L. (1965 [réédition 1994]), *The established and the outsiders. A Sociological Enquiry into Community Problems*. London: Sage.

Fukuyama Francis (1989), *“The End of History?”* *The National Interest*, 16, 3–18. <https://www.jstor.org/stable/24027184>

Mezzadra Sandro, Neilson Brett (2013), *Border as Method*, Durham: Duke University Press. <https://academic.oup.com/migration/article-abstract/4/2/273/2413380?login=false>

Sayad Abdelmalek (1999a), *La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*. Paris: Editions du Seuil.

Sayad Abdelmalek (1999b), *Immigration et "pensée d'État"*. Actes de la recherche en sciences sociales, 129, 5-14.  
[https://www.persee.fr/doc/arss\\_0335-5322\\_1999\\_num\\_129\\_1\\_3299](https://www.persee.fr/doc/arss_0335-5322_1999_num_129_1_3299) Simmel Georg (1908 [réédition 2019]), *L'étranger*, Paris

**À partir de cette conversation, l'IA a généré un flot d'illustration. Stefan Muntaner l'a nourri avec les données éditoriales et a guidé la dimension esthétique. Chaque illustration devient ainsi une œuvre d'art unique à travers un NFT.**